

Les rencontres économiques de la Quinzaine 26.03.2024

Lieu : Cité de Toulouse, 55 avenue Louis Breguet

Ouverture des portes : 10H30

De 11H00 à 17H00

Modération : Virginie Galligani

Traduction simultanée en français et en allemand

Les rencontres économiques
de la 6ème Quinzaine
Franco-Allemande d'Occitanie

SAVE THE

DATE

26 mars à Toulouse

Tables rondes
Taxonomie et défossilisation

#OFAO2024

INTRODUCTION

Deux thèmes principaux seront abordés :

- **Taxonomie**
- **Défossilisation**

Toute taxonomie commence par un effort sémantique. Il convient de ne pas confondre le carbone combustible et le carbone comme élément essentiel du vivant. Toute vie sur notre planète est basée sur le carbone et l'oxygène.

- La décarbonation correspond donc à l'ensemble des mesures permettant de réduire la consommation de combustibles fossiles.
- La défossilisation est la mise en place de mesures et de techniques visant à substituer des combustibles fossiles par des alternatives renouvelables.

Il s'agit de passer aux énergies renouvelables en maintenant le carbone en circulation en créant un véritable cycle du carbone. Cette perspective est celle qui correspond au projet Carbon2Chem piloté par le ministère fédéral allemand de l'Éducation et de la Recherche (BMBF).

DEROULE de l'événement

➤ 10H45 – 11H00 : Discours de bienvenue

➤ 11H00 – 12H15 : Table ronde 1

Transition énergétique et écologique : quelles significations et quels enjeux pour la décarbonation et la taxonomie verte ? France, Allemagne, Europe

Quels sont les sens et les voies de la décarbonation ?

Qu'est-ce que recouvre la taxonomie verte européenne ?

Quelles stratégies sont-elles à l'œuvre en France, en Allemagne, en Europe ?

Sortie des énergies fossiles, utilisation vertueuse du carbone ? Quelle cohérence d'ensemble ?

Quelles transitions ?

Soutenir les entreprises et secteurs énergivores pour éviter les délocalisations ?

Depuis la publication du rapport Meadows (1972) les déséquilibres écologiques ne cessent de s'accroître. Dans le même temps, le rythme de prélèvement des ressources non renouvelables ne se dément pas et nous conduit dans une double impasse : écologique et économique.

Partant, la notion de décarbonation semble s'imposer dans les discours publics. A y regarder de plus près cependant, cette notion est floue ou ambivalente. Le cycle du carbone nous enseigne que des utilisations vertueuses du carbone existent, tout comme les activités humaines, y compris industrielles, ne sont pas toutes synonymes de dégradation des équilibres naturels.

La réduction des émissions de CO2 par défossilisation est le vecteur prioritaire d'une action sur cette trajectoire. Les stratégies à mettre en œuvre pour réussir la transition énergétique et écologique doivent ainsi être des stratégies différenciées, rejetant les approches monistes ou par trop globales. Ces stratégies doivent être inscrites dans le temps car nombre d'obstacles se dressent pour les entraver, à commencer par la valeur considérable d'actifs qui seront échoués à mesure des progrès de la transition.

Intervenants

- **Agnes LANGEVINE**, Vice-présidente climat, pacte vert et habitat durable (en attente de confirmation de l'intervenant)
- **Heinrich LIESER**, CEO Notus Energie
- **Marcel DE LA HAYE**, Deutsche Bahn, Expert European Rail Innovation / Transport Policy, Climate Protection (L.CVM 2)
- **Veronique LA JOIE**, Directrice du développement SNCF renouvelables
- **François DE BERTIER**, Président TENLOG Occitanie Cluster Logistique

➤ 12H15 – 14H00 : PAUSE DEJEUNER

➤ 14H00 – 15H15 : Table Ronde 2

La relocalisation de la production dans les territoires

Reterritorialiser pour limiter l'empreinte carbone ?

Les territoires sont-ils les espaces privilégiés de réalisation des « nouveaux modèles économiques » (NME) hybridant développement économique et transition écologique/énergétique ?

Longtemps, le calcul de l'empreinte carbone a été centré sur les émissions de dioxyde de carbone liées à la production. On comprend mieux désormais que si la production compte, la consommation compte également. Ce qui revient à considérer l'empreinte carbone liée aux achats de produits importés, que ceux-ci soient des consommations intermédiaires ou portent sur des produits finaux.

L'empreinte carbone de la France diminue depuis 2005. Elle se situe à ce jour à **11,5 tonnes équivalent CO₂ par habitant** (749 mégatonnes équivalent CO₂). Toutefois, si les émissions de gaz à effet de serre (GES) sur le territoire national sont en baisse, les **émissions importées** sont en **augmentation continue** (elles sont désormais plus importantes que les émissions sur le territoire national).

L'hypothèse peut être faite qu'une meilleure coordination des acteurs du territoire serait de nature à engager des process plus. La réduction des coûts environnementaux liée au franchissement de la distance amplifierait la réduction totale de l'empreinte environnementale.

Intervenants

- **Pierre PEYSSON**, Directeur France RWE
- **Christian COUTURIER**, Directeur général de Solagro
- **Boris CHABANEL**, Expert Economies locales durables chez Utopies
- **Stefan MAY**, CEO Continental Automobile France
- **Julien THOMAS**, Directeur régional Sud-Ouest chez VINCI Autoroutes

➤ 15H15 – 15H30 : PAUSE CAFÉ

➤ 15H30 – 16H45 : Table Ronde 3

Les limites écologiques de la croissance et l'élaboration d'un nouveau modèle de développement

Sortir des énergies fossiles et du modèle linéaire de croissance basé sur les volumes. Quels liens ? Un découplage entre consommation d'énergies/de matières et l'activité par la sobriété et la valeur des biens durables produits ?

Une compétitivité écologique ?

L'exemple de la convention des entreprises engagées pour le climat : vers un nouveau modèle économique régénératif ? Quelles sont les dimensions d'un nouveau modèle de développement ?

- Croissance et développement doivent être décorrélés. Si la croissance porte sur des volumes (production de masse et consommation de masse), le développement porte sur la valeur des biens produits.
- Une moindre production de biens plus durables permet tout à la fois de développer des emplois de service peu délocalisables et des emplois de production de qualité plus élevée.
- De nouveaux modèles économiques apparaissent et tendent à se substituer aux modèles portés par le couple production/consommation de masse et le modèle linéaire de croissance basé sur la séquence extraire/transformer/consommer/jeter.

Ainsi en va-t-il des circuits courts, de l'économie de la fonctionnalité, de l'économie circulaire dont on observera que la dimension territoriale est souvent dominante.

Sur un autre plan, la question du financement du nouveau modèle de développement est essentielle. Le choix des modalités de ce financement relève de compromis sociaux qui devront être trouvés. Ces compromis ne seront pas de même nature selon les choix effectués : Accroissement de la dette, relèvement sélectif du taux d'imposition, redistribution des dépenses des ménages et de la répartition des bénéfices des entreprises.

Intervenants

Christine BARDINET, Directrice Banque de France Occitanie

Cédric PHILIBERT, Chercheur associé, Centre Énergie & Climat de l'Ifri

Stefan PROFIT, Directeur général adjoint au département de la politique économique du ministère fédéral allemand

Gaëtan DE ROYER, Cabinet KOZ, consultant des affaires publiques

Mathias WEILANDT, Secrétaire d'État au ministère de Saxe pour la Justice, la Démocratie, l'Europe et l'Égalité des sexes

16.45 – 17H00 : CONCLUSION

PARTENAIRES OFFICIELS

